

Pela Austria:
Herbert Prack.

Pela Bélgica:
R. Ockrent.

Pela Dinamarca:
E. N. Bartels.

Pela França:
François Valéry.

Pela Grécia:
Théodore Christidis.

Pela Irlanda:
William P. Fay.

Pela Islândia:
H. G. Andersen.

Pela Itália:
G. Cosmelli.

Pelo Luxemburgo:
N. Hommel.

Pela Noruega:
Jens Boyesen.

Pelos Países Baixos:
E. N. van Kleffens.

Por Portugal:
José Calvet de Magalhães.

Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:
Hugh Ellis-Rees.

Pela Suécia:
Ingemar Hägglof.

Pela Suíça:
Gérard Bauer.

Pela Turquia:
M. Tiney.

Decreto-Lei n.º 42 404

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovado, para ratificação, o Protocolo relativo ao tribunal criado pela Convenção acerca da instituição de uma fiscalização de segurança em matéria de energia nuclear, assinado em Paris em 20 de Dezembro de 1957, cujo texto em francês e respectiva tradução portuguesa são os que seguem anexos ao presente decreto-lei.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 22 de Julho de 1959. — AMÉRICO DEUS RODRIGUES THOMAZ — Antó-

nio de Oliveira Salazar — Pedro Theotónio Pereira — Júlio Carlos Alves Dias Botelho Moniz — Arnaldo Schulz — João de Matos Antunes Varela — António Manuel Pinto Barbosa — Afonso Magalhães de Almeida Fernandes — Fernando Quintanilha Mendonça Dias — Marcello Gonçalves Nunes Duarte Mathias — Eduardo de Arantes e Oliveira — Francisco de Paula Leite Pinto — José do Nascimento Ferreira Dias Júnior — Carlos Gomes da Silva Ribeiro — Henrique Veiga de Macedo — Henrique de Miranda Vasconcelos Martins de Carvalho.

Protocole relatif au tribunal créé par la Convention sur l'établissement d'un contrôle de sécurité dans le domaine de l'énergie nucléaire

Les Gouvernements parties à la Convention sur l'établissement d'un contrôle de sécurité dans le domaine de l'énergie nucléaire, en date de ce jour (appelée ci-dessous la « Convention »);

Désireux d'établir, conformément à l'article 12 de la Convention, l'organisation du tribunal créé par ledit article et le statut de ses juges;

Sont convenus des dispositions ci-après, qui sont annexées à la Convention:

ARTICLE 1

Le tribunal créé par l'article 12 (a) de la Convention exerce ses fonctions conformément aux dispositions de la Convention et du présent Protocole.

ARTICLE 2

a. La désignation des juges, prévue à l'article 12 (a) de la Convention, aura lieu dans un délai de six mois après l'entrée en vigueur de la Convention; les désignations ultérieures auront lieu dans les six mois suivant les vacances.

b. Il est pourvu aux sièges devenus vacants, selon la méthode suivie pour la première désignation, pour la durée du mandat restant à courir.

ARTICLE 3

a. Les juges sont choisis parmi les personnalités offrant toutes garanties d'indépendance et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions juridictionnelles, ou qui sont des juriconsultes possédant des compétences notoires.

b. Les juges ne peuvent participer au règlement d'aucune affaire dans laquelle ils sont antérieurement intervenus comme agents, conseils ou avocats de l'une des parties, membres d'un tribunal national ou international, d'une commission d'enquête, ou à tout autre titre. En cas de doute, le tribunal décide.

c. Le tribunal ne pourra comprendre plus d'un ressortissant du même État.

ARTICLE 4

a. Les juges jouissent de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux dans leur qualité officielle. Ils continuent à bénéficier de cette immunité après la cessation de leurs fonctions. Le tribunal peut lever cette immunité.

b. Les juges ne peuvent être relevés de leurs fonctions que si, au jugement unanime des autres juges, ils ont cessé de répondre aux conditions requises pour leur désignation ou de satisfaire aux obligations découlant de leur charge.

c. Le juge intéressé ne participe pas aux délibérations et décisions prévues au présent article.

ARTICLE 5

- a. Le tribunal élit son Président.
b. Le tribunal nomme son Greffier.

ARTICLE 6

Les règles relatives aux honoraires des juges sont fixées par le Conseil de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (appelée ci-dessous l'«Organisation»).

ARTICLE 7

- a. Le tribunal est convoqué, en cas de besoin, par le Président.
b. Le tribunal tient ses séances au siège de l'Organisation.
c. Le Président préside aux délibérations du tribunal. En cas d'empêchement ou dans le cas où le Président a la même nationalité qu'une des parties, le juge le plus âgé préside.

ARTICLE 8

- a. Les délibérations du tribunal sont valables si cinq juges sont présents.
b. Toutes les décisions du tribunal sont prises à la majorité des juges présents.
c. En cas de partage des voix, la voix du Président ou de celui qui le remplace est prépondérante.

ARTICLE 9

- a. L'audience est publique, à moins qu'il n'en soit décidé autrement, d'office ou sur demande des parties.
b. Les délibérations du tribunal sont secrètes. Ses décisions doivent être motivées et mentionner les noms des juges qui ont délibéré.

ARTICLE 10

- a. Les pays membres ainsi que l'Organisation sont représentés devant le tribunal par un agent nommé pour chaque affaire. L'agent peut être assisté par des conseils ou avocats devant le tribunal.
b. Les autres parties peuvent être représentées par des personnes habilitées à plaider devant un tribunal d'un des pays membres.
c. Les agents, conseils et avocats visés au présent article jouissent de l'immunité de juridiction pour les paroles prononcées et les écrits produits par eux, en rapport avec l'exercice de leurs fonctions prévues au présent article. Ils jouissent en outre de l'inviolabilité des documents et de la liberté de mouvements entre le siège du tribunal et le lieu de leur résidence habituelle.
d. Ces immunités sont accordées auxdites personnes exclusivement dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice et dans la mesure nécessaire à l'accomplissement de leurs tâches. Le tribunal peut lever l'immunité lorsqu'il estime que la levée de cette immunité n'est pas contraire à une bonne administration de la justice.
e. Le tribunal jouit à l'égard des conseils et avocats qui se présentent devant lui, des pouvoirs normalement reconnus en la matière aux cours et tribunaux, dans les conditions qui seront déterminées par le règlement de procédure.

ARTICLE 11

- a. Des témoins et experts peuvent être entendus dans les conditions qui seront déterminées par le règlement de procédure.
b. Les témoins et experts peuvent être entendus, soit sous la foi du serment selon la formule déterminée par le règlement de procédure, soit suivant les modalités prévues par la législation nationale du témoin ou de l'expert.

ARTICLE 12

- a. Le tribunal peut demander qu'un témoin ou un expert soit entendu par l'autorité judiciaire du lieu de sa résidence.
b. Cette demande est adressée au Gouvernement en cause qui saisira l'autorité judiciaire compétente.

ARTICLE 13

- a. Toute violation de serment commise par un témoin ou un expert devant le tribunal sera regardée comme l'équivalent de cette violation commise devant une cour, statuant en matière civile, du pays dans lequel le tribunal a tenu sa session.
b. Si une telle violation a été commise au cours d'une audition, visée à l'article 12 ci-dessus, devant une autorité judiciaire nationale, la législation nationale du pays de cette autorité judiciaire s'applique.

ARTICLE 14

Le tribunal fixe le montant et l'attribution des dépens.

ARTICLE 15

Les frais relatifs au fonctionnement du tribunal sont inscrits au budget de l'Organisation.

En foi de quoi les Plénipotentiaires soussignées, dûment habilitées, ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

Fait à Paris, le 20 décembre 1957, en français, en anglais, en allemand, en italien et en néerlandais, en un seul exemplaire, qui restera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, qui en communiquera une copie certifiée conforme à tous les signataires.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Karl Werkmeister.

Pour l'Autriche:

Herbert Prack.

Pour la Belgique:

R. Ockrent.

Pour le Danemark:

E. N. Bartels.

Pour la France:

François Valéry.

Pour la Grèce:

Théodore Christidis.

Pour l'Irlande:

William P. Fay.

Pour l'Islande:

H. G. Andersen.

Pour l'Italie:

G. Cosmelli.

Pour le Luxembourg:

N. Hommel.

Pour la Norvège:

Jens Boyesen.

Pour les Pays-Bas:

E. N. van Kleffens.

Pour le Portugal:

José Calvet de Magalhães.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Hugh Ellis-Rees.

Pour la Suède:

Ingemar Hägglof.

Pour la Suisse:

Gérard Bauer.

Pour la Turquie:

M. Tiney.

Protocolo relativo ao tribunal criado pela Convenção acerca da instituição de uma fiscalização de segurança em matéria de energia nuclear

Os Governos partes na Convenção acerca da instituição de uma fiscalização de segurança em matéria de energia nuclear, com data de hoje (a seguir designada por «Convenção»);

Desejosos de estabelecer, em conformidade com o artigo 12 da Convenção, a organização e o estatuto dos juizes do tribunal criado pelo referido artigo;

Convencionaram as disposições seguintes, que ficam anexas à Convenção:

ARTIGO 1

O tribunal criado pelo artigo 12 (a) da Convenção exerce as suas funções em conformidade com as disposições da Convenção e do presente Protocolo.

ARTIGO 2

a. A nomeação dos juizes, prevista no artigo 12 (a) da Convenção, efectuar-se-á no prazo de seis meses após a entrada em vigor da Convenção; as nomeações ulteriores efectuar-se-ão nos seis meses seguintes às férias.

b. O provimento dos lugares que fiquem vagos faz-se pelo método aplicado para a primeira nomeação, para o tempo de mandato que falte correr.

ARTIGO 3

a. Os juizes são escolhidos entre personalidades que ofereçam todas as garantias de independência e reúnam as condições exigidas para o exercício das mais altas funções jurídicas nos países respectivos, ou sejam juriscóntulos de competência notória.

b. Os juizes não podem participar na solução de nenhum caso no qual tenham tido intervenção anterior como agentes, conselheiros ou advogados de uma das partes, membros de um tribunal nacional ou internacional, de uma comissão de inquérito, ou a qualquer outro título. Em caso de dúvida, o tribunal decidirá.

c. O tribunal não poderá ter mais de um nacional do mesmo Estado.

ARTIGO 4

a. Os juizes gozam de imunidade de jurisdição quanto aos actos por eles desempenhados na sua qualidade oficial. Continuam a beneficiar dessa imunidade depois de cessarem as suas funções. O tribunal pode suspender essa imunidade.

b. Os juizes não podem ser demitidos das suas funções, a não ser que, no entender unânime dos outros juizes, deixem de corresponder às condições exigidas para a sua nomeação ou de cumprir as obrigações inerentes ao seu cargo.

c. O juiz interessado não toma parte nas deliberações e decisões previstas no presente artigo.

ARTIGO 5

a. O tribunal elege o seu presidente.

b. O tribunal nomeia o seu escrivão.

ARTIGO 6

As regras relativas aos honorários dos juizes são estabelecidas pelo Conselho da Organização Europeia de Cooperação Económica (a seguir designada por «Organização»).

ARTIGO 7

a. O tribunal, quando necessário, é convocado pelo presidente.

b. O tribunal reúne na sede da Organização.

c. O presidente preside às deliberações do tribunal. No caso de impedimento ou no caso de o presidente ser da nacionalidade de uma das partes, preside o juiz mais idoso.

ARTIGO 8

a. As deliberações do tribunal são válidas se estiverem presentes cinco juizes.

b. Todas as decisões do tribunal se tomam pela maioria dos juizes presentes.

c. No caso de empate, o presidente ou quem o substituir tem voto de qualidade.

ARTIGO 9

a. A audiência é pública, a não ser que se decida de outro modo, *ex officio* ou a pedido das partes.

b. As deliberações do tribunal são secretas. As suas decisões devem ser motivadas e mencionar os nomes dos juizes que deliberaram.

ARTIGO 10

a. Os países membros, e bem assim a Organização, são representados no tribunal por um agente nomeado para cada caso. O agente pode ser assistido perante o tribunal por conselheiros ou advogados.

b. As outras partes podem ser representadas por pessoas habilitadas a advogar num tribunal de um dos países membros.

c. Os agentes, conselheiros e advogados visados no presente artigo gozam da imunidade de jurisdição quanto às palavras pronunciadas e aos escritos por eles apresentados, em relação com o exercício das funções previstas no presente artigo. Beneficiam, além disso, da inviolabilidade dos documentos e de liberdade de movimentos entre a sede do tribunal e o lugar da sua residência habitual.

d. Estas imunidades são concedidas às ditas pessoas no interesse exclusivo de uma boa administração da justiça e na medida necessária ao cumprimento das suas funções. O tribunal pode levantar a imunidade quando entender que a suspensão dessa imunidade não é contrária a uma boa administração da justiça.

e. O tribunal, em relação aos conselheiros e advogados que perante ele se apresentam, goza dos poderes normalmente reconhecidos na matéria aos tribunais de todas as instâncias, nas condições a determinar pelo regimento.

ARTIGO 11

a. Podem ouvir-se depoimentos de testemunhas e peritos, nas condições a determinar pelo regimento.

b. As testemunhas e peritos poderão depor quer sob juramento, segundo a fórmula determinada pelo regimento, quer nas condições previstas pela legislação nacional da testemunha ou perito.

ARTIGO 12

a. O tribunal pode pedir que uma testemunha ou perito seja ouvido pela autoridade judicial do lugar da sua residência.

b. Este pedido será dirigido ao Governo em causa, o qual o transmitirá à autoridade judicial competente.

ARTIGO 13

a. Qualquer violação de juramento cometida por uma testemunha ou perito perante o tribunal será considerada equivalente à mesma violação cometida perante um tribunal cível do país no qual o tribunal reuniu.

b. Se essa violação se cometeu no decorrer de declarações perante uma autoridade judicial nacional, previstas no artigo 12 acima, aplicar-se-á a legislação nacional do país dessa autoridade judicial.

ARTIGO 14

O tribunal fixa o quantitativo e a atribuição das custas.

ARTIGO 15

As despesas com o funcionamento do tribunal estão inscritas no orçamento da Organização.

Em fé do que os Plenipotenciários abaixo assinados, devidamente habilitados, apuseram as suas assinaturas no final do presente Protocolo.

Feito em Paris, aos 20 de Dezembro de 1957, em francês, inglês, alemão, italiano e holandês, num só exemplar, que ficará depositado junto do secretário-geral da Organização Europeia de Cooperação Económica, que enviará cópias devidamente certificadas a todos os signatários.

Pela República Federal da Alemanha:

Karl Werkmeister.

Pela Austria:

Herbert Prack.

Pela Bélgica:

R. Ockrent.

Pela Dinamarca:

E. N. Bartels.

Pela França:

François Valéry.

Pela Grécia:

Théodore Christidis.

Pela Irlanda:

William P. Fay.

Pela Islândia:

H. G. Andersen.

Pela Itália:

G. Cosmelli.

Pelo Luxemburgo:

N. Hommel.

Pela Noruega:

Jens Boyesen.

Pelos Países Baixos:

E. N. van Kleffens.

Por Portugal:

José Calvet de Magalhães.

Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte:

Hugh Ellis-Rees.

Pela Suécia:

Ingemar Hägglof.

Pela Suíça:

Gérard Bauer.

Pela Turquia:

M. Tiney.

MINISTÉRIO DA ECONOMIA

SECRETARIA DE ESTADO DO COMÉRCIO

Comissão de Coordenação Económica

Declaração

Para o efeito do disposto no n.º 2.º do artigo 24.º do Decreto-Lei n.º 41 204, de 24 de Julho de 1957, e julgando-se útil manter para o centeio da colheita de 1959 o nível de preços e a garantia de escoamento que têm sido facultados aos produtores, se declara que, por despacho conjunto de SS. Ex.^{as} os Secretários de Estado da Agricultura e do Comércio de 20 do corrente, foi determinado que a Federação Nacional dos Produtores de Trigo continue a adquirir centeio pelo preço e condições estabelecidos no despacho de 19 de Junho de 1954, publicado no *Diário do Governo* n.º 137, 1.ª série, de 25 do mesmo mês e ano.

Comissão de Coordenação Económica, 21 de Julho de 1959. — Pelo Presidente, *António Fezas Vital.*